

Transparency International dénonce les "liaisons dangereuses" entreprises/gouvernements

Les relations étroites entre entreprises et gouvernements ont favorisé la corruption et entravé la stabilité économique en Europe, souligne un rapport publié mercredi à Bruxelles par l'organisation anti-corruption Transparency International.

Le rapport, intitulé "Argent, pouvoir et politique: les risques de corruption en Europe", dénonce un déficit de transparence dans les prises de décisions et le financement des partis politiques.

Dix-neuf pays sur les 25 examinés n'ont toujours pas réglementé les activités de lobbying et seulement 10 d'entre eux interdisent totalement les contributions politiques non déclarées, souligne Transparency International.

L'ONG a appelé les législateurs européens à accroître la transparence des activités de lobbying et du financement des campagnes électorales.

"En Europe, nombre d'institutions qui caractérisent une démocratie et permettent à un pays de combattre la corruption sont plus faibles que ce que l'on croit. Ce rapport soulève des questions préoccupantes à un moment où l'Europe a besoin d'une culture politique de transparence pour sortir de la crise économique", a affirmé Cobus de Swardt, directeur de Transparency International.

Trois Européens sur quatre considèrent que la corruption est un problème croissant dans leur pays, selon plusieurs enquêtes de l'Union européenne.

Les partis politiques, les entreprises et la fonction publique sont les institutions les moins performantes en matière de lutte contre les pots-de-vin et les mauvais agissements, relève le rapport.

Le document de Transparency International note également cependant que l'Europe bénéficie de systèmes juridiques solides et bien développés.

Trop de gouvernements ne rendent pas suffisamment compte de leurs agissements en matière de finances publiques et de contrats publics, déplore le rapport alors que les contrats publics représentent 1.800 milliards d'euros chaque année dans l'UE. Pire encore, s'insurge Transparency, deux pays seulement protègent efficacement ceux qui alertent la justice contre des mesures de représailles lorsqu'ils dénoncent de possibles délits.

Le Danemark, la Norvège et la Suède sont les pays les mieux protégés contre la corruption.

Le rapport note aussi que 12 pays ne prévoient pas de plafonnement pour les contributions politiques individuelles. Dix-sept pays ne disposent pas d'un code de conduite pour les parlementaires tandis que dans 11 d'entre eux, la déclaration publique des biens et des intérêts est limitée. Dans 20 pays, les personnes souhaitant accéder à des informations publiques se heurtent à des obstacles.

Le rapport est dans notre base « Ressources documentaires », Institutions et Organisations européennes, Transparency International Europe, rapports.